APRES DELIBERATION, le Conseil Municipal, **AVEC 21 VOIX POUR ET 7 ABSEPTIONS** (M. GLEYZE, Mme RICHARD.S, MM HERVOIR, BERNARD, Mme RUSTIGNOLI, M GUIGNARD, Mme GAUTRELET)

FIXE les tranches du Quotient Familial comme suit, à effet du 2 septembre 2008:

Tranches	Bases retenues
T1	jusqu'à 4 647 €
T2	de 4 648 à 6 032 €
T3	de 6 033 à 7 568 €
T4	de 7 569 à 9 031 €
T5	de 9 032 à 11 127 €
T6	supérieur à 11 127 €

TARIFS DES SERVICES

Mme BATREAU présente le dossier.

Il est proposé au Conseil de bien vouloir délibérer pour fixer les tarifs des différents services comme suit pour l'année scolaire 2008-2009, à effet au 2 septembre 2008.

RESTAURATION SCOLAIRE

Selon les perspectives dressées lors du débat d'orientations budgétaires pour l'année 2008, les tarifs de la Restauration Scolaire devraient augmenter du taux d'inflation constatée sur 2007, soit 1,5%.

Année scolaire	T1	T2	T3	T4	T5	T6	Ext.
2007-2008	1,22 €	1,58 €	2,07 €	2,50 €	2,88 €	3,48 €	6,81 €
Proposition 2008-2009	1,24 €	1,60 €	2,10 €	2,54 €	2,92 €	3,53 €	6,91 €

M. BOURGEOIS précise que le tarif extérieur correspond au prix de revient. Ainsi, le prix de revient des repas des restaurants scolaires à Etréchy est de 6,91 €

M. GUIGNARD demande à connaître le tarif applicable aux familles d'accueil recevant des enfants, de l'ASE entre autres.

M. MEUNIER indique avoir eu à répondre à cette question en tant que Vice-Président de la Communauté de Communes à deux reprises lors de l'ancien mandat à la même personne représentant Bouray.

Les enfants relevant de l'Aide Sociale à l'Enfance sont gardés par des familles d'accueil, ils sont également pris en charge par des associations, entre autres le foyer "Coquerel" à Auvers Saint Georges, avec un nombre variable d'enfants qui fréquentent les centres de loisirs, garderies ou les cantines.

Il a contacté le Directeur de l'Aide Sociale à l'Enfance du Département, qui lui a indiqué qu'il n'avait pas de solution, si ce n'est que les familles qui gardent ces enfants, et qui sont rémunérées pour ce service, peuvent toujours demander des aides complémentaires auprès de ses services

Il rappelle que la différence entre le prix de revient des repas et la participation des familles est prélevée sur les impôts locaux. Donc en Droit, nous ne pouvons prendre en charge que les enfants fiscalement à charge des familles d'Etréchy. Dans le cas d'espèce, ce n'est pas aux communes de financer les différentiels, mais à l'Etat, car il n'en reste pas moins anormal que de telles familles paient des tarifs extérieurs.

Considérant le rapport d'orientations budgétaires pour l'année 2008,

Considérant la proposition d'augmentation des tarifs du taux d'inflation constatée sur 2007, soit 1,5%.

APRES DELIBERATION, le Conseil Municipal, **AVEC 21 VOIX POUR ET 7 ABSECTIONS** (M. GLEYZE, Mme RICHARD.S, MM HERVOIR, BERNARD, Mme RUSTIGNOLI, M GUIGNARD, Mme GAUTRELET)

FIXE les tarifs pour l'année 2008-2009 comme suit :

RESTAURATION SCOLAIRE

	T1	T2	T3	T4	T5	T6	Ext.
Tarifs 2008-2009	1,24 €	1,60 €	2,10 €	2,54 €	2,92 €	3,53 €	6,91 €

CONSERVATOIRE

Mme DAILLY présente le dossier.

Concernant les tarifs du Conservatoire, il est proposé une augmentation uniforme de 3,5% sur chacun de ces tarifs, ainsi qu'une réévaluation des droits d'inscription.

CONSERVATOIRE - Tarif A : Initiation musicale-Solfège-Danse-Théâtre (tarif annuel)

	T1	T2	T3	T4	T5	T6	Ext.
Tarifs 2008-2009	80€	131€	166€	183€	202€	219€	473€

CONSERVATOIRE – Tarif B : Solfège+Instrument (tarif annuel)

	T1	T2	T3	T4	T5	T6	Ext.
Tarifs 2008-2009	135€	195€	250€	292€	334€	363€	662€

CONSERVATOIRE – Tarif C : Instrument seul (tarif annuel)

	T1	T2	T3	T4	T5	T6	Ext.
Tarifs 2008-2009	97€	154€	190€	214€	244€	274€	539€

Droit d'inscription **58 €**, dus par les élèves du Conservatoire et par les membres des associations utilisant le Centre Culturel
Paiement par trimestrialités

1ère = 50% du coût annuel, 2nde = 30% du coût annuel, 3ème = 20 % du coût annuel

Tarifs de location d'instrument :

Location à l'année pour les élèves du Conservatoire, sauf pour les élèves en classe Découverte

- valeur de l'instrument inférieure à 450 € : 50 €
- valeur de l'instrument comprise entre 451 et 1.000 € : 75 €
- valeur de l'instrument supérieure à 1000 € : 100 €

Atelier « Chansons » et participants extérieurs au Conservatoire pour les formations orchestrales : **100 € par an + droits d'inscription**

APRES DELIBERATION, le Conseil Municipal, **AVEC 21 VOIX POUR ET 7 ABSEPTIONS** (M. GLEYZE, Mme RICHARD.S, MM HERVOIR, BERNARD, Mme RUSTIGNOLI, M GUIGNARD, Mme GAUTRELET)

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNELS POUR LA MISE EN ŒUVRE DU SERVICE MINIMUM D'ACCUEIL

M. MEUNIER présente le dossier et lit la convention.

Par lettre circulaire du Ministre de l'Education Nationale en date du 8 janvier 2008, il a été proposé aux Communes volontaires de mettre en œuvre un service minimum d'accueil permettant aux familles, en cas de grève du personnel enseignant, d'organiser au mieux leurs activités professionnelles ou familiales. Ce service minimum d'accueil dans les écoles maternelles et élémentaires est financé par l'Etat, qui remboursera aux communes les crédits engagés par elles pour la mise en œuvre de ce dispositif, sur présentation d'un état mentionnant la date d'organisation et la liste des élèves accueillis. Pour mettre en œuvre ce dispositif, la Commune d'Etréchy sollicite les services d'animateurs, relevant de la Communauté.

C'est la raison pour laquelle il est convenu ce qui suit :

Article 1

Dans le cadre de la mise en œuvre du Service Minimum d'Accueil par la Commune d'Etréchy, la Communauté de Communes Entre Juine et Renarde consent à mettre à disposition les animateurs de son service Enfance-Jeunesse. Les animateurs ainsi mis à disposition seront volontaires pour intervenir dans ce dispositif. Ils seront rémunérés par la Communauté de Communes dans le cadre des heures supplémentaires ou complémentaires défiscalisées.

Article 2

En contrepartie, la ville d'Etréchy s'engage à rembourser la Communauté de Communes des rémunérations et charges qu'elle aura consenties à ce titre. Ce remboursement interviendra sur présentation de la liste des agents concernés ainsi que du montant individuel versé et des charges patronales.

Article 3

Le remboursement de l'Etat prévu pour la mise en œuvre du Service Minimum d'Accueil sera sollicité et conservé par la Commune d'Etréchy.

M. GLEYZE demande quelles sont les responsabilités du Maire et de son personnel dans l'organisation du service minimum.

M. BOURGEOIS répond qu'il s'agit des mêmes responsabilités que celles assumées pendant le temps de la restauration scolaire. Dans les deux cas, les enfants ne sont plus placés sous la responsabilité des enseignants, mais sous celle de personnels rémunérés par la commune, personnel de la fonction territoriale, engageant en cela la responsabilité du Maire.

M. BERNARD voudrait savoir comment on procédera pour trouver les fonctionnaires territoriaux, puisqu'il est prévu de faire appel à du personnel volontaire. Dans l'hypothèse où il n'y aurait pas de personnels volontaires, ira-t-on jusqu'à la réquisition ?

M. BOURGEOIS répond qu'à chaque jour suffit sa peine, on avisera en temps voulu.

M. BERNARD s'interroge sur les garanties du remboursement par l'Etat.

M. BOURGEOIS le rassure puisque l'Etat promet un règlement sous 45 jours, après l'envoi d'une liste nominative par école des enfants accueillis.

Vu la proposition de convention présentée,

APRES DELIBERATION, le Conseil Municipal, **AVEC 21 VOIX POUR ET 7 CONTRE** (M. GLEYZE, Mme RICHARD.S, MM HERVOIR, BERNARD, Mme RUSTIGNOLI, M GUIGNARD, Mme GAUTRELET)

AUTORISE le Maire à signer la convention de mise à disposition de personnels par la Communauté de Communes Entre Juine et Renarde dans le cadre de la mise en œuvre du service minimum d'accueil, telle présentée.

ELECTION D'UN REPRESENTANT DU CONSEIL A LA CAISSE DES ECOLES

M. BOURGEOIS présente le dossier.

Par délibération n° 17/2008 en date du 28 mars dernier, le Conseil Municipal a procédé à la désignation de ses représentants appelés à siéger au sein de la Caisse des Ecoles.

Madame Elisabeth DAILLY nous ayant fait connaître sa démission de cet établissement public, il convient de procéder à son remplacement.

Madame Maryse AOUT a fait acte de candidature.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir désigner Mme AOUT en remplacement de Mme DAILLY.

Vu la délibération n° 17/2008 en date du 28 mars dernier, le Conseil Municipal procédant à la désignation de ses représentants appelés à siéger au sein de la Caisse des Ecoles.

Vu la démission de Madame Elisabeth DAILLY,

Vu la candidature de Madame Maryse AOUT,

APRES DELIBERATION, le Conseil Municipal, **AVEC 21 VOIX POUR ET 7 ABSEPTIONS** (M. GLEYZE, Mme RICHARD.S, MM HERVOIR, BERNARD, Mme RUSTIGNOLI, M GUIGNARD, Mme GAUTRELET)

DESIGNE Madame Maryse AOUT pour siéger au sein de la Caisse des Ecoles d'Etréchy.